

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

APPROVATA NELLA SEDUTA DI GIOVEDÌ 3 DICEMBRE 1992

Raccomandazione n. 534
sulla sicurezza europea - Le forze di riserva
e il servizio nazionale

Annunziata il 5 gennaio 1993

L'ASSEMBLÉE,

(i) Reconnaissant la nécessité de maintenir un dispositif suffisant de forces permanentes pour pouvoir continuer de respecter les obligations de défense contenues dans l'article 5 du Traité de Washington et dans l'article V, plus contraignant, du Traité de Bruxelles modifié;

(ii) Consciente de ce que la fin du conflit Est-Ouest en Europe a contribué à réduire le besoin qui existait d'armées assez importantes et composées essentiellement d'appelés et que ce sont désormais des forces de moindre envergure, souples, mobiles et comportant une plus forte proportion de soldats de métier qui sont nécessaires;

(iii) Compte tenu cependant de la nécessité de maintenir un potentiel de défense du territoire en Europe, qui pourrait être de plus en plus confié aux forces de réserve;

(iv) Reconnaissant le dévouement des forces de réserve de l'Alliance atlantique à leur tâche et sensible aux sacrifices accomplis par ceux qui servent dans ces forces;

(v) Soulignant l'importance du rôle de liaison joué par les forces de réserve entre les forces armées et la population civile, rôle de nature à renforcer l'esprit civique et à susciter une meilleure compréhension des problèmes de défense dans nos pays;

(vi) Considérant le débat qui se déroule actuellement dans de nombreux pays membres sur les avantages relatifs de la conscription par rapport aux forces composées de volontaires et de professionnels, mais n'ignorant pas que ces dernières sont proportionnellement plus coûteuses;

(vii) Constatant que des réductions ont été apportées, en règle générale, à la durée du service national dans la majorité des pays membres, quand il n'a pas été aboli, et souhaitant souligner les répercussions évidentes de ces mesures sur la disponibilité des réservistes ayant reçu une formation appropriée;

(viii) Déterminée à susciter au niveau de l'UEO un débat exhaustif et franc sur la question du service national et des forces de réserve dans les pays membres;

(ix) Convaincue qu'il doit être possible de parvenir à des accords plus cohérents pour garantir un système de sécurité européen offrant un bon rapport coût-efficacité, compte tenu du renforcement de la coopération et des consultations entre les États membres tant au sein de l'UEO qu'avec les autres pays de l'Alliance atlantique et du Conseil de coopération nord-atlantique;

(x) Sachant que les États d'Europe centrale se réjouiraient d'avoir la possibilité de débattre de questions telles que le service national et les forces de réserve;

(xi) Appuyant les efforts déployés par la Confédération interalliée des officiers de réserve (CIOR) en vue de susciter entre ses membres un débat éclairé et portant sur un large éventail de sujets et espérant que la CIOR regroupera bientôt tous les pays membres de l'Alliance atlantique, du moins en tant qu'observateurs, qu'elle assurera la liaison avec les pays d'Europe centrale qui sont membres à part entière du Conseil de coopération nord-atlantique;

(xii) Rappelant la Recommandation n. 469 adoptée par l'Assemblée le 6 juin 1989;

(xiii) Estimant que les unités multinationales telles que la Brigade franco-allemande permettent, à ceux qui souhaitent inscrire le service national dans un contexte européen, d'exprimer leur enthousiasme et que l'idée d'attribuer des forces de réserve au Corps européen fournit une occasion supplémentaire d'intégration;

(xiv) Considérant que l'appel de plus en plus important des armées à des technologies modernes et variées leur permet de donner, surtout aux volontaires appelés à accomplir un service suffisamment long un complément de formation utile pour leur insertion dans la vie professionnelle;

(xv) Affirmant que les dispositions prises en Autriche, en Finlande, en Suède et en Suisse pour l'organisation et la mobilisation des forces de réserve pourraient à l'avenir servir de modèle aux États d'Europe occidentale, et tout particulièrement à ceux d'Europe centrale,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De saisir toutes les occasions de s'assurer que, dans tous les pays membres, les débats sur les forces de réserve et le service national se nourrissent des expériences et des besoins communs et d'inscrire une discussion sur ce thème à l'ordre du jour de la prochaine réunion des chefs d'état-major de l'UEO;

2. De favoriser, dans les pays membres, un débat éclairé sur la révision des missions imparties aux forcés de réserve, ainsi que sur les réductions et la restructuration éventuelle du service national;

3. De fournir un cadre pour l'examen de ces questions entre les pays membres, mais aussi avec l'Autriche, la Finlande, la

Suède et la Suisse, et avec les États d'Europe centrale intéressés;

4. D'encourager vivement les pays membres de l'UEO n'ayant pas de forces de réserve volontaires à réfléchir à l'exemple que donnent ceux qui possèdent déjà cet atout indispensable dans les pays qui renoncent au service national et à offrir aux réserves un équipement et une formation appropriés;

5. D'étudier l'idée de créer une « garde nationale » européenne pour la défense du territoire en utilisant les forces de réserve des États membres de l'UEO;

6. De réexaminer la précédente recommandation de l'Assemblée l'invitant à « prendre des mesures spécifiques afin de permettre, à l'échelon individuel, l'échange de militaires entre les pays, de manière à mieux les sensibiliser à la coopération européenne, à leur donner davantage l'occasion de voyager et de connaître des conditions de travail plus intéressantes, et à contribuer utilement au recrutement à une époque où celui-ci est rendu des plus difficiles par la baisse démographique » (Recommandation n. 469);

7. De privilégier la formation des volontaires auxquels il serait demandé de constituer des forces de réserve dont l'entraînement serait poursuivi pendant une période suffisamment longue après leur retour à la vie civile de façon à ce qu'ils puissent, en cas de besoin, compléter utilement les effectifs de l'armée active;

8. De décider d'attribuer un symbole d'identité européenne à toutes les forces — bateaux, avions, véhicules et personnels d'active et de réserve — participant à des opérations UEO;

9. D'instaurer et de développer un dispositif de liaison avec la Confédération interalliée des officiers de réserve (CIOR);

10. De demander à l'Institut d'étude par la sécurité de l'UEO d'examiner de façon approfondie la structure du service national et des forces de réserve dans les États membres, ainsi que les possibilités de coopération;

11. D'inviter les parlementaires de l'UEO à participer aux discussions sur ces questions.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione 534
sulla sicurezza europea - Le forze di riserva
e il servizio nazionale**

L'ASSEMBLEA,

i) Riconoscendo la necessità di mantenere un dispositivo sufficiente di forze permanenti per poter continuare a rispettare gli obblighi di difesa previsti dell'articolo 5 del Trattato di Washington e dall'articolo V, più impegnativo del Trattato di Bruxelles modificato;

ii) Consapevole del fatto che la fine del conflitto Est-Ovest in Europa ha contribuito a ridurre il bisogno che esisteva di eserciti molto considerevoli e composti essenzialmente di soldati di leva e che occorrono ormai forze di inferiore portata, flessibili, mobili e tali da comportare una maggior proporzione di soldati di mestiere;

iii) Tenuto conto tuttavia della necessità di mantenere un potenziale di difesa del territorio in Europa che potrebbe essere sempre più affidato alle forze di riserva;

iv) Riconoscendo la dedizione ai loro compiti delle forze di riserva dell'Alleanza atlantica e dichiarandosi sensibile ai sacrifici compiuti da coloro che servono in tali forze;

v) Sottolineando l'importanza del ruolo di collegamento, svolto dalle forze

di riserva, tra le forze armate e la popolazione civile, ruolo tale da rafforzare lo spirito civico e da suscitare una migliore comprensione dei problemi della difesa nei nostri paesi;

vi) Considerando il dibattito che si svolge attualmente in numerosi paesi membri sui relativi vantaggi della coscrizione in rapporto alle forze composte da volontari e da professionisti, ma non ignorando che queste ultime sono proporzionalmente più costose;

vii) Constatando che alcune riduzioni sono state apportate, in linea di massima, alla durata del servizio militare nella maggior parte dei paesi membri, quando tale servizio non è stato del tutto abolito, e desiderando sottolineare le ripercussioni evidenti di queste misure sulla disponibilità di riservisti che abbiano ricevuto una formazione adeguata;

viii) Decisa a suscitare, nell'ambito dell'UEO, un dibattito esauriente e franco sulla questione del servizio militare e delle forze di riserva nei paesi membri;

ix) Persuasa che sia possibile pervenire ad accordi più coerenti per garantire un sistema di sicurezza europea, che presenti un soddisfacente rapporto costo-efficacia, tenuto conto del rafforzamento della coo-

perazione e delle consultazioni tra gli stati membri, sia nell'ambito dell'UEO che con gli altri paesi dell'Alleanza atlantica e del Consiglio di cooperazione nord-atlantica;

x) Sapendo che gli stati dell'Europa centrale sarebbero lieti di aver la possibilità di discutere questioni quali il servizio militare e le forze di riserva;

xi) Appoggiando gli sforzi compiuti dalla Confederazione interalleata degli ufficiali di riserva (CIOR) al fine di suscitare tra i suoi membri un dibattito illuminato ed ampio su un largo ventaglio di argomenti e auspicando che la CIOR possa presto raggruppare tutti i paesi membri dell'Alleanza atlantica, almeno in qualità di osservatori, e che essa possa assicurare il collegamento con i paesi dell'Europa centrale che sono membri del Consiglio di cooperazione nord-atlantica;

xii) Richiamando la Raccomandazione n. 469 adottata dall'Assemblea il 6 giugno 1989;

xiii) Ritenendo che le unità multinazionali come la Brigata franco-tedesca permettono, a coloro che desiderano inserire il servizio militare in un contesto europeo, di esprimere il loro entusiasmo e ritenendo altresì che l'idea di assegnare forze di riserva al Corpo europeo fornisce un'occasione supplementare di integrazione;

xiv) Considerando che il ricorso sempre più rilevante che gli eserciti fanno a tecnologie moderne e variate permette ad essi di fornire, soprattutto ai volontari chiamati a compiere un servizio sufficientemente lungo, un supplemento di formazione utile per il loro inserimento nella vita professionale;

xv) Asserendo che le disposizioni adottate in Austria, in Finlandia, in Svezia e in Svizzera per l'organizzazione e la mobilitazione delle forze di riserva potrebbero in futuro servire come modello per

gli stati dell'Europa occidentale, e più particolarmente per quelli dell'Europa centrale,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di cogliere ogni occasione per assicurarsi che, in tutti i paesi membri, i dibattiti sulle forze di riserva e sul servizio militare si arricchiscano delle esperienze e dei bisogni comuni, nonché di iscrivere una discussione su tale tema all'ordine del giorno della prossima riunione dei capi di stato maggiore dell'UEO;

2. Di favorire, nei paesi membri, un dibattito che faccia chiarezza sulla revisione dei compiti assegnati alle forze di riserva, nonché sulla riduzione e sulla eventuale ristrutturazione del servizio militare;

3. Di fornire un quadro per l'esame di tali questioni fra i paesi membri, ma anche con l'Austria, la Finlandia, la Svezia e la Svizzera e con gli stati dell'Europa centrale interessati;

4. Di incoraggiare vivamente i paesi membri dell'UEO che non hanno forze di riserva volontarie a riflettere sull'esempio fornito da coloro che già possiedono questa carta vincente indispensabile nei paesi che rinunciano al servizio militare, nonché a fornire alle riserve attrezzature e formazione adeguate;

5. Di studiare l'idea di creare una « Guardia nazionale » europea per la difesa del territorio, utilizzando le forze di riserva degli stati membri dell'UEO;

6. Di riesaminare la precedente raccomandazione dell'Assemblea che invitava il Consiglio ad « adottare misure specifiche al fine di permettere, a livello individuale, lo scambio di militari tra i paesi, in modo da sensibilizzarli meglio nei confronti della cooperazione europea, da dare ad essi inoltre l'occasione di viaggiare e

di conoscere condizioni di lavoro più interessanti e da contribuire utilmente al reclutamento in un'epoca in cui questo è reso per di più difficile dal calo demografico » (Raccomandazione n. 469);

7. Di privilegiare la formazione dei volontari ai quali sarà chiesto di costituire forze di riserva, l'addestramento dei quali proseguirà per un periodo sufficientemente lungo dopo il loro ritorno alla vita civile, in maniera che essi possano, in caso di bisogno, completare utilmente gli effettivi dell'esercito attivo;

8. Di decidere di attribuire un simbolo di identità europea a tutte le forze — imbarcazioni, aerei, veicoli e personale

attivo e della riserva — che partecipano ad operazioni UEO;

9. Di instaurare e di sviluppare un dispositivo di collegamento con la Confederazione interalleata degli ufficiali di riserva (CIOR);

10. Di chiedere all'Istituto degli studi sulla sicurezza dell'UEO di esaminare in modo approfondito la struttura del servizio militare e delle forze di riserva negli stati membri, così come le possibilità di cooperazione;

11. Di invitare i parlamentari dell'UEO a partecipare alle discussioni su queste questioni.